

*L'impôt—Loi*

nement fédéral sont destinées aux provinces. Nous devrions examiner la nature de ces paiements de transfert et leur progression.

En 1959, le gouvernement fédéral a versé en gros 0.6 milliard de dollars aux provinces, soit 600 millions de dollars. D'après le tableau que j'ai, en 1979, ce montant atteignait 11.8 milliards de dollars ce qui représente une augmentation de 2000 p. 100, soit 20 fois plus. Et ce chiffre a encore beaucoup augmenté depuis. Toutes sortes de facteurs entrent en jeu: quoi qu'il en soit, les sommes versées par le gouvernement fédéral aux provinces ont été multipliées par 20 pendant ce laps de temps. Si l'on compare la croissance des revenus fédéraux avec ceux des provinces au cours de cette période, on constate que les recettes fédérales sont passées de 5.8 milliards à 43.5 milliards, soit une progression de sept fois et demi. Dans le même temps, les transferts fédéraux aux provinces ont triplé ou si vous préférez, ils ont progressé trois fois plus vite que les revenus du gouvernement fédéral. On constate un transfert important du gouvernement fédéral aux provinces. C'est un facteur non négligeable quand nous parlons du déficit fédéral et de la structuration de notre pays.

Le ministre des Finances (M. MacEachen) se dit préoccupé du montant des transferts, c'est-à-dire de l'argent qui est transféré des coffres du gouvernement fédéral aux provinces. Quand il dit que nous devons maintenir un certain contrôle, il entend par là que les transferts ont pratiquement triplé par rapport à l'augmentation des recettes fédérales.

Quand nous parlons de transferts, il faut examiner les revenus du gouvernement fédéral et des provinces. En 1959, le gouvernement fédéral percevait 52 p. 100 environ de tous les revenus. La part des provinces et des municipalités était de 48 p. 100. C'était pratiquement moitié-moitié. Le gouvernement fédéral percevait la moitié des revenus, le reste allant aux provinces.

En 1979, par contre, la situation n'était plus la même. A cette date, le gouvernement fédéral ne percevait plus 52 p. 100, mais 33 p. 100. Il ne percevait plus la moitié de tous les revenus versés aux gouvernements, mais un tiers seulement. Dans le même temps, les recettes des provinces et des municipalités sont passées de 48 p. 100—soit près de la moitié de tous les revenus allant aux gouvernements—à 67 p. 100, soit les deux tiers. Le réaménagement est considérable. Auparavant, le gouvernement fédéral et les provinces se partageaient également les revenus. Aujourd'hui, les revenus fédéraux ne représentent plus qu'environ un tiers de tous les revenus allant aux gouvernements, tandis que les revenus des provinces avoisinent les deux tiers.

Je ne déplore pas cette situation, qui me paraît plutôt normale. L'une des raisons principales pour lesquelles les revenus des gouvernements provinciaux ont autant progressé au cours de cette période tient au fait que les établissements scolaires se sont multipliés. Au cours des dernières années de cette période, nous avons accru encore davantage nos services médicaux et hospitaliers. Ces deux secteurs très importants, l'éducation et la santé, ont beaucoup contribué à l'accroissement des revenus des provinces.

Il est extrêmement important de faire comprendre la situation à ceux qui affirment que le gouvernement fédéral détruit le pays en s'appropriant une trop grande part des rentrées fiscales. Au début de mes remarques, j'ai dit que je voulais

parler des deux grandes catégories de dépenses du gouvernement fédéral, soit les dépenses au titre des biens et services, autrement dit les dépenses nécessaires au fonctionnement du gouvernement lui-même, et les transferts aux provinces. J'ai parlé de la seconde.

Un mot, maintenant, de la première, parce qu'il faut savoir de quoi il retourne avant de proclamer que le volume des dépenses gouvernementales est le plus grand scandale de notre temps. J'ai un autre tableau qui illustre l'évolution des dépenses gouvernementales, de 1953 environ à 1979. Je veux parler des dépenses au titre des biens et services, autrement dit, des dépenses liées au fonctionnement du gouvernement. Ce tableau donne une représentation procentuelle des dépenses gouvernementales par rapport au produit national brut. On constate que l'ensemble des dépenses gouvernementales est passé, en prix actuels, d'environ 17 ou 18 p. 100 en 1953, à 24 p. 100 en 1978. Cela représente une hausse considérable de la proportion du produit national brut. Ce qui compte surtout, ce sont les sommes que les gouvernements retirent de l'économie pour les consacrer aux biens et services, et non les transferts. Si l'on effectue une ventilation, on aboutit à une image bien différente des dépenses gouvernementales par rapport au produit national brut. En 1953, le gouvernement fédéral a consacré environ 10 p. 100 de son produit national brut aux biens et services. Je veux parler des dépenses au titre des Postes, de la défense nationale et tout le reste. En 1978, la proportion fédérale du produit national brut avait fléchi à environ 6 p. 100. Quand j'examine ces chiffres, je ne suis guère enclin à croire que le grand ennemi du peuple, de notre économie, de notre croissance qui menace notre existence même, ce sont les dépenses du gouvernement fédéral. Elles n'ont pas augmenté, mais elles ont diminué par rapport au produit national brut.

● (2150)

**M. Nystrom:** Nous avons affaire au parti libéral.

**M. McRae:** J'en parlerai une autre fois quand j'aurai le temps.

Je voudrais passer au deuxième argument qu'invoquent les conservateurs mais certes pas les néo-démocrates. Le voici. L'inflation est le pire de nos maux. La prodigalité du gouvernement est l'une des causes de l'inflation et certains vont même jusqu'à dire la seule. Je veux en parler. Je n'ai pas des chiffres aussi concis que je l'aurais voulu. On ne peut pas les obtenir sous cette forme.

Une démythification s'impose. La dette des Canadiens prend des formes diverses: hypothèques, crédit commercial, créances sur les stocks, créances individuelles, dettes des entreprises. En tout, elle représente près de 250 milliards de dollars. Je ne comprends pas l'agitation des néo-démocrates. En fait, je marque des points pour eux. En chiffres arrondis, nous avons pour près de 250 milliards de dollars de dettes. Cette année, la hausse des emprunts gouvernementaux, en comptant les 6,6 milliards de dollars, plus les 2 milliards accordés mais non encore employés, ce qui fait en gros 9 milliards de dollars, l'augmentation, donc, n'atteint pas 5 p. 100 de la somme globale de crédit avancée dans tout le Canada. Je ne crois pas que ces 5 p. 100 soient l'unique cause de l'inflation. Ce n'est après tout que 5 p. 100.